

Une interview
de Marcelino Dos Santos

DIX MILLE COMBATTANTS ENTRAINÉS DEMANDENT DES ARMES



Le Frelimo (Front de Libération du Mozambique) a connu, depuis l'assassinat du docteur Mondlane, à Dar-Es-Salaam, en février 1969, un processus de rajustement et de décantation, naturel à tout mouvement révolutionnaire. M. Marcelino Dos Santos, membre du conseil de la présidence et secrétaire aux Affaires extérieures, fait ici le point dans une interview qu'il a accordée à notre collaborateur, Y. Madani.

Marcelino Dos Santos : membre du conseil de la présidence et secrétaire aux Affaires extérieures du Frelimo. Né à Lumbo, province de Mozambique. Membre de l'Udenamo, il est élu, en 1961, secrétaire général de la C.O.N.C.P. Il participe, en 1962, à Dar-Es-Salaam, à la fondation du Frelimo avec la fusion de l'Udenamo, du Mani et de l'Unami. Au premier congrès, en septembre 1962, il est élu secrétaire aux Affaires extérieures du Frelimo. Il est secrétaire politique du mouvement de 1967 à 1969. En avril 1969, après l'assassinat du docteur Mondlane, il devient membre du conseil de la présidence et secrétaire aux Affaires extérieures.

● Le conseil de la présidence du Frelimo a connu, en novembre dernier, la dissidence de l'un de ses membres...

— Vous voulez parler de Simango. Pour nous, le problème est clair ; son attitude doit être considérée comme une désertion. Il s'agit là d'un phénomène normal dans toute révolution, où l'on trouve toujours des personnes qui, à un moment donné, succombent et ne sont plus en mesure de satisfaire les exigences de la révolution, c'est-à-dire qu'elles ne sont plus à même d'effectuer les tâches indispensables à la satisfaction des intérêts des masses populaires.

L'affaire Simango n'est, pour nous, qu'un phénomène de rejet. La révolution l'a rejeté car, aujourd'hui particulièrement, au stade que nous avons atteint

dans le développement de notre lutte armée de libération nationale, nous ne pouvons accepter des attitudes soit racistes, soit tribalistes ou régionalistes, comme nous ne pouvons pas non plus admettre des comportements opportunistes.

Pour toutes ces raisons, Simango a été rejeté et nous sommes heureux de constater que nos amis, l'Afrique tout particulièrement, ont pu comprendre cette affaire, appuyer les positions correctes adoptées par le comité exécutif et soutenir le Frelimo et le peuple mozambicain.

● Vous parlez de rejet. Le comité exécutif n'a décidé qu'une suspension...

— Comme vous le savez, le cas de Simango sera étudié par le comité cen-

tral, lors de sa session ordinaire, et les décisions définitives seront prises.

● L'affaire Simango reste-t-elle un phénomène extérieur ? Quelle est la situation actuelle à l'intérieur ?

— Effectivement, nous pouvons dire que le cas Simango est resté une affaire extérieure, en ce sens qu'elle n'a pas affecté notre unité et notre cohésion. C'est là un autre aspect du problème : certaines personnes, à un moment donné, n'ont plus la connaissance des réalités et ne sont plus en mesure d'interpréter les phénomènes de ces réalités, ces problèmes qui se posent au cours du processus de la lutte...

Il est normal que nous ayons des camarades à l'extérieur pour accomplir certaines tâches nécessaires à la lutte.

est un aspect important de notre lutte, mais il arrive parfois que certains de nos camarades ne veulent plus accepter de retourner au pays et se créent des perspectives personnelles. C'est le cas, comme vous l'avez appris certainement, d'un étudiant qui était représentant en France, ainsi que celui du Caire. C'est ce qui explique que de telles personnes ne posent pas leurs problèmes aux instances de l'organisation. Ils adressent alors à ce que l'on appelle l'extérieur.

Des succès certains

Il est évident qu'une telle démarche peut échouer, mais comment expliquer alors leur comportement? La réponse est simple: ils essaient de donner une justification à leur désertion car, en fait, ils ne veulent pas combattre pour les intérêts des masses populaires et ils ne sont insérés dans la lutte de libération que pour satisfaire leurs aspirations personnelles, ce qui leur est impossible en restant au sein du Frelimo.

Ils font alors des déclarations à l'extérieur mais les combattants et le peuple ne sont pas touchés. Cela ne veut pas dire qu'il n'en ont pas connaissance mais que les combattants et le peuple sont déjà arrivés à distinguer les positions correctes des positions réactionnaires et erronées.

Aussi, peut-on comprendre que notre lutte n'a cessé de se développer. Je voudrais signaler tout particulièrement les grands succès que nous avons obtenus dans la province de Tete, aux environs même de Cabora-Bassa, alors que l'Afrique du Sud intervient directement avec ses bataillons — trois au moins —, ses avions à réaction, ses hélicoptères et son personnel technique.

Ces succès n'ont été possibles que parce que, précédemment, nos combattants et notre peuple ont été suffisamment conscients des réalités de la lutte. Et nous sommes tous décidés à aller de l'avant.

● Qu'en est-il de la situation dans les régions libérées?

— Les succès obtenus à Tete se sont accompagnés de succès dans les provinces de Cabo-Deigado et de Nyassa.

C'est précisément au cours de la dernière année que nous avons résolu des problèmes de logistique, notamment celui du transport d'armes et de matériel dans

la région de Nyassa qui est très vaste et très peuplée. C'est aussi pendant l'année écoulée que nous avons fait de grands progrès à Cabo-Deigado, où nous avons pu accomplir des actions au-delà du fleuve Montepuez.

Enfin, c'est pendant cette même année que nous avons consolidé la structure de notre pouvoir politico-militaire et administratif dans les zones libérées avec un développement important de la production: agriculture, pêche, artisanat, augmenté le nombre des écoles comme celui des instituteurs en améliorant leur qualité, développé les services de santé et formé un grand nombre de secouristes et d'infirmiers. Chaque unité de combat se déplace aujourd'hui avec un infirmier. Il est utile aussi de souligner la réalité du développement de la conscience politique de nos combattants car nous sommes convaincus, aujourd'hui plus que jamais, que la base de notre victoire réside en grande partie dans l'élévation constante de la formation politique de nos combattants, de nos cadres et, d'une façon générale, de notre peuple.

● Le comité de libération qui s'est réuni à Moshi vient de réaffirmer son soutien au Frelimo. Qu'attendez-vous de l'O.U.A. et, d'une façon générale, de l'opinion internationale?

— En effet, lors de la dernière session du comité de libération, nous avons enregistré, avec satisfaction, que le comité a réaffirmé son soutien à notre organisation et à la lutte que mène notre peuple. En ce qui nous concerne, comme nous avons eu l'occasion de le répéter, nous poursuivrons notre effort et jusqu'à la victoire finale. Nous formulons ici le vœu que l'Afrique puisse donner sa contribution à la réalisation de notre programme.

La conférence de Rome

Il est important, en marge de cette aide directe qui nous permettra de développer notre action, de prendre des mesures collectives pour empêcher le soutien qu'accordent actuellement les puissances occidentales au Portugal. Il faut le répéter: seul le soutien politique, militaire et financier fourni au Portugal par les puissances occidentales, directement ou par le biais de l'O.T.A.N., lui permet de mener les guerres coloniales. Ces mesures doivent être prises sur tous les plans, au niveau des masses populaires et des organisations progressistes, comme aussi au niveau même des gouvernements occidentaux.

A ce propos, il faudrait dire qu'en juin prochain se tiendra, à Rome, une conférence qui aura pour but l'organisation de l'action populaire, à l'échelon européen, tout particulièrement en faveur des mouvements de libération nationale des colonies portugaises et contre la politique de soutien au Portugal par les gouvernements européens. Si vous voulez, il s'agit de déclencher et de développer, en Europe, un vaste mouvement de soutien à notre lutte.

Cette même action devrait être entreprise au niveau des pays indépendants africains. Il existe suffisamment de moyens à mettre en œuvre et je formule l'espoir de voir l'O.U.A. se pencher sur cet aspect de notre lutte.

● Concrètement, quelles sont vos difficultés actuelles? Vous heurtez-vous à des problèmes d'approvisionnement en armements?

— Sur ce plan, les difficultés que nous rencontrons peuvent être qualifiées de normales dans une lutte comme la nôtre. Mais nous pensons qu'il faut toujours les souligner. Nous continuons à avoir besoin d'armes et nous pouvons dire, encore une fois, que si nous avions suffisamment d'armements nous pourrions armer 10 000 combattants supplémentaires qui ont déjà été entraînés mais qui restent encore dépourvus d'armes, de munitions comme d'uniformes. ▲▲▲